

La Grèce : le nouveau modèle de développement économique de la France

écrit par Alain Falento | 30 mai 2023





Depuis quelques semaines, une petite musique lancinante s'est installée dans les médias : la Grèce serait devenue un modèle économique et financier pour nous tous.

Ce petit pays, qui était il y encore une dizaine d'années un paria, un repoussoir, source de moquerie et symbole suprême d'incurie politique et financière, serait donc devenu une référence. Voilà qui a de quoi surprendre.

Pour mémoire, la Grèce est entrée dans la CEE en 1981, en dépit du fait que tout le monde savait que son économie n'y survivrait pas.

De même, à grands coups de tricherie et de maquillage des comptes publics, les fonctionnaires européens l'ont fait

entrer dans la zone euro dès la création de cette dernière.

Personne n'a vraiment essayé de savoir par quel miracle la Grèce était parvenue à remplir les critères de Maastricht, sans effectuer aucune réforme. Plus exactement, on ne le savait que trop bien, mais il était préférable de ne pas en parler.

L'économie grecque finirait bien, par on ne sait quel tour de magie, par converger vers l'économie allemande. Toute la construction européenne est basée sur ce mythe de la convergence.

Le cocktail détonnant, composé d'une industrie peu compétitive, d'une monnaie beaucoup trop forte et d'une incapacité à collecter l'impôt, a bien entendu abouti, en l'espace de 10 ans, à une destruction du tissu économique, ainsi qu'à un endettement massif.

Tout ceci n'a dérangé personne, tant que cela permettait aux Grecs d'acheter à crédit des voitures allemandes.

En 2009, c'est le coup de tonnerre. La crise des *subprimes* laisse place à une crise des dettes souveraines.

Les investisseurs, qui ont prêté des centaines de milliards à la Grèce sans rechigner pendant une décennie, commencent à s'inquiéter de la situation financière. Le ratio dette sur PIB est de 127 % ; la faillite est proche.

Fait incroyable, on découvre que la Grèce a masqué une partie de sa dette, avec la complicité de la banque Goldman Sachs !

Pire encore, les 180 milliards d'euros de dette grecque sont disséminés à travers tout le système financier, particulièrement dans les banques allemandes, et menacent de faire exploser l'édifice dans son intégralité.

Merkel menace de sortir les Grecs *manu militari* de l'euro

(alors que c'est, paraît-il, impossible). On se résout à restructurer les misérables 180 milliards, mais la punition *merkelienne* va s'abattre sur le peuple grec.

La troïka (FMI, BCE, UE) débarque en Grèce pour les restructurer et leur apprendre ce qu'est la discipline budgétaire.

On procède donc à un équarrissage en règle de ce petit pays. Tout sera vendu et privatisé (eau, électricité, chemins de fer, routes), les salaires et pensions sont baissés, les hôpitaux fermés.

Évidemment, cela se traduit par une explosion du taux de suicide et de la mortalité infantile, mais la bonne gestion est à ce prix.

Bien entendu, le ratio dette sur PIB a continué de se détériorer, atteignant les 206 %.

Oui, mais voilà, cette année les sacrifices ont fini par payer.

Les médias nous annoncent que, contrairement à la France, la Grèce a réduit de 22 % son ratio dette sur PIB, qui atteint le chiffre remarquable de 170 % en 2022.

On s'entend dire que la Grèce est en plein boom économique, que c'est la nouvelle *start up nation* européenne, selon les médias français.

Il suffit de s'entendre sur les termes ; la Grèce s'est lancée dans le développement du tourisme de masse qui, comme tout le monde a pu le constater, a systématiquement enrichi massivement tous les pays qui s'y sont engouffrés.

Il suffit, pour s'en convaincre, de constater le succès de cette stratégie de développement en Andalousie, région célèbre pour sa vigueur économique, et l'implantation de très nombreuses sociétés de haute technologie à forte valeur

ajoutée, comme les *chiringuitos* (bar de plage) ou *Uber*.

Bien évidemment, comme le fait remarquer la petite gourdasse journaliste de CNews, le prix à payer pour ces 22 % de réduction du ratio dette sur PIB est tout de même élevé, à savoir une baisse de 30 % des salaires, un taux de chômage des jeunes de 30 %, et 25 % des Grecs à une enjambée de la pauvreté.

Ce n'est pas un hasard si on nous présente soudainement la Grèce comme le nouveau modèle européen de développement.

En effet, c'est dans un processus de tiers-mondisation similaire que nos dirigeants nous ont engagés depuis des décennies.

Désindustrialisation, invasion migratoire, chômage structurel, tourisme de masse, endettement, nous sommes sur la même trajectoire que la Grèce.

La réforme des retraites n'est que le début d'un vaste plan de restructuration.

Il faut vous préparer à une *smicardisation* de la société, ainsi qu'à une réduction drastique du niveau des services publics, pourtant déjà bien mal en point.

Avec la Grèce comme modèle de développement, la France fait officiellement ses premiers pas dans l'univers des pays sous-développés.

Quelle sera donc la prochaine étape ? Peut-être des convois humanitaires sous l'égide de l'ONU en Seine-St-Denis ?

Alain Falento

<https://ripostelaique.com/la-grece-le-nouveau-modele-de-developpement-economique-de-la-france.html>

